

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 5 (1913)
Heft: 4

Artikel: Les deux facteurs des révolutions
Autor: Oguse
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-382978>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pas une seule branche d'industrie ne peut être citée où les travailleurs ne sont frappés par cette conjoncture.

Dans l'industrie textile, où travaillent généralement des milliers de travailleurs et où les usines ne sont pas complètement fermées, l'on ne travaille qu'une très courte journée. Dans la métallurgie, l'activité règne seulement dans les usines où l'on fabrique des armes pour la guerre. Dans toutes les branches de l'industrie du vêtement, des milliers et des milliers de travailleurs sont voués à la famine, tandis que l'industrie du bâtiment est frappée dans la plus large mesure. En un mot, partout où nous fixons nos regards, nous voyons la production frappée de paralysie et partout le chômage, la misère et les privations régner dans les familles ouvrières.

Il est naturel que dans toutes ces conjonctures, les syndicats ouvriers ont énormément à souffrir. Pendant les années de crises les plus fortes, où le chômage avait pris la plus grande extension, la classe ouvrière n'a jamais vécu des moments aussi terribles.

Dans les derniers mois, les indemnités versées et le nombre de jours de chômage ont doublé en comparaison de l'année précédente. Et cela est énorme.

Il est donc compréhensible que les militants des organisations syndicales de ces pays désirent ardemment la fin de cette maudite guerre, car aussi longtemps qu'elle durera il ne faut pas songer à une reprise de l'activité commerciale ou industrielle.

Et il faut encore attendre longtemps avant que la situation normale sera rétablie et avant que l'on pourra travailler sérieusement au relèvement de l'organisation ouvrière si terriblement éprouvée par la guerre.

Lorsque la fin de la tuerie aura sonné, les militants des syndicats de ces deux pays — et spécialement ceux de l'Autriche — sauront faire l'effort nécessaire pour réorganiser les syndicats avec le concours de tous ceux qui n'avaient pas jugé nécessaire de se syndiquer et qui ont, par conséquent, le plus souffert de la guerre, puisqu'ils n'étaient pas soutenus par les syndicats.»

En Suisse, ce sont les industries les plus diverses qui ressentent l'effet désastreux des guerres. Ainsi l'industrie horlogère, la bijouterie et la fabrication de boîtes à musique ont énormément souffert de la guerre turco-italienne et de la guerre balkanique. La broderie et certaines branches de notre industrie des métaux ressentent aussi très sérieusement l'effet des guerres. Finalement, la rareté, c'est-à-dire le prix énorme de l'argent menace de paralyser l'industrie du bâtiment dans certaines villes suisses. Ainsi un désastre entraîne l'autre et une fois que les affaires

reprindront, les locataires seront de nouveau exploités par les proprios, puisqu'on n'aura presque rien bâti pendant des années. Nous aurons bientôt l'occasion de prouver par des chiffres combien nos fédérations syndicales en Suisse ont dû verser de secours en plus pour soutenir les nombreux chômeurs syndiqués qui manquent de travail, grâce aux effets des guerres.

Et les non-syndiqués et les indifférents qui ne sont secourus d'aucune façon ?

Sans doute que cela ne leur donnera pas du pain sur la planche d'avoir voulu être plus malins que les autres en restant en dehors du syndicat, en se moquant du mouvement ouvrier pendant la dernière période de prospérité.

Espérons qu'il en sera comme le camarade Mertens le dit si bien à la fin de son exposé.

« Ils comprendront mieux maintenant que si le prolétariat du monde entier était bien organisé, il ne saurait être question d'une dévastation aussi meurtrière et aussi effroyable — comme celle qui s'accomplit depuis ces derniers temps dans les Etats balkaniques — et que la paix et la fraternité règneraient entre les peuples.»

Le Premier Mai fournira à tous l'occasion de montrer à quoi les travailleurs en sont dans cette société.



Les deux facteurs des révolutions.

Toutes les révolutions qui ont modifié profondément les rapports établis entre les hommes se sont produites sous l'influence des deux facteurs étroitement liés entre eux: *la science* et *la conscience*. Dans la société primitive, dont la science est nulle ou rudimentaire, dont l'outil grossier est d'un rendement limité, le communisme est la forme d'organisation la plus répandue. La société primitive n'ayant rien à partager et tout à acquérir, ignorante de tout, inconsciente d'elle-même, lutte en groupant ses membres pourvus des mêmes droits, autour du même foyer. Tous ont un même intérêt: le salut commun. D'ailleurs, encore aujourd'hui, ne constate-t-on pas une solidarité plus grande entre pauvres qu'entre riches, entre ceux qui sont victimes d'une catastrophe cosmique ou d'un malheur social qu'entre les autres membres de la société, entre gens de la même profession qu'entre gens de professions différentes ?

Avec le progrès de la science, l'outil plus parfait rend la production plus abondante et plus rapide. Ceux qui, les premiers, réussissent à bénéficier des découvertes scientifiques, arrivent non seulement à satisfaire leurs besoins immédiats, mais encore à faire des réserves: ils n'ont plus intérêt à maintenir le contrat communiste, qu'ils rompent, conscients de leur supériorité. Une révo-

lution est accomplie et l'institution de la propriété privée se développe, se transforme à travers les époques successives. L'esclavage de l'antiquité, le servage du moyen âge, le salariat moderne, en sont les formes typiques et, suivant les progrès de la science et de l'outillage, c'est la conscience de telle ou telle classe de la société qui incite cette classe à prendre le rôle de la classe privilégiée.

A travers les luttes économiques et politiques, luttes pour la détention du pouvoir et des moyens de production et d'échange, la science a réalisé des progrès considérables et a mis, de nos jours, à la disposition de la société des richesses telles que tous pourraient satisfaire amplement tous leurs besoins; si bien que le maintien de la division des richesses et de leur attribution à quelques-uns seulement devient sans objet; ceux qui possèdent tout et trop, n'ayant plus besoin d'agrandir leurs possessions, déjà trop grandes, deviennent exclusivement conservateurs: il leur faut surtout garder les biens acquis, et leur rôle devient de plus en plus un rôle passif. Leur conscience de classe subit de la sorte un recul.

Cependant, de même que la lumière plus forte jette une clarté dans les coins restés sombres avant, la science étendue qui a favorisé l'accumulation des richesses pénètre dans la classe expropriée, dont la conscience s'éveille; et le prolétariat prend, à son tour, le rôle actif...

A partir du moment où la conscience de classe, subordonnée à la science qui assure définitivement la prospérité humaine et fournit les conditions *suffisantes* pour transformer les rapports sociaux actuels, met le prolétariat au premier rang, la *révolution devient possible*. Elle devient *nécessaire* au moment où le régime capitaliste a définitivement échoué dans sa prétention audacieuse de mettre toutes les acquisitions de la science à la disposition exclusive d'une poignée d'hommes. Il y a donc une certaine marge entre les moments où la révolution peut éclater.

Le moment *minimum* le plus rapproché de nous serait celui où les imprudences et les excès de la bourgeoisie capitaliste détacheront d'elle les masses; elles seront alors disposées à tenter l'expérience du régime collectiviste.

Le moment *optimum* (le plus propice) serait celui où les idées collectivistes auront conquis la masse, non plus indécise et seulement détachée du régime capitaliste, mais réellement consciente de sa force et de ses droits.

De même, l'enfant naît dans des conditions de *viabilité* avant terme du septième au neuvième mois, quand il est pourvu de tous les organes *suffisants* pour la vie dans le milieu ambiant. Il exige cependant des soins particuliers.

L'enfant naît dans les conditions de *vitalité*, à neuf mois, à terme, pourvu de tous ses organes

et de la force *nécessaire* pour se développer normalement.

Pourrait-on réaliser le *moment minimum* de la révolution sociale dans l'état actuel des choses? En d'autres termes, le Parti socialiste pourrait-il, actuellement, réaliser le régime collectiviste, s'il se trouvait au pouvoir? Si, par exemple, une guerre provoquait un *élan révolutionnaire*, pourrait-on faire la révolution sociale? Sans doute, les administrateurs, les gérants de la société collectiviste se trouvent déjà formés; tous ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés du service technique de la société capitaliste, assureraient demain le fonctionnement du régime collectiviste; et l'on peut dire très justement que, *si demain le Parti socialiste avait le pouvoir, le régime collectiviste fonctionnerait à la satisfaction générale*.

Quant à la conscience de classe qui, subordonnée au développement de l'outillage, à la science, se développe après ceux-ci, il suffirait d'un choc violent pour lui donner une ampleur révolutionnaire. Bien que les préjugés, les survivances historiques, l'attachement de la masse à la tradition démocratique, le retard de la concentration des richesses rurales sur celle des richesses industrielles, soient autant d'obstacles à l'organisation et à l'éducation du prolétariat, les gouvernants de tous les pays avancés au point de vue technique, hésitent de s'aventurer dans une guerre qui pourrait susciter un élan révolutionnaire redoutable pour la bourgeoisie capitaliste. Et nous avons le devoir de profiter de la paix pour augmenter nos cadres et préparer encore mieux le prolétariat à l'accomplissement de sa mission historique. *D^r Oguse.*

(LeSocialisme.)



Les salariés de la terre.

Depuis longtemps déjà le Parti socialiste a dénoncé les salaires de famine des salariés de la terre, et l'article 1^{er} du programme agricole du Parti ouvrier français, élaboré par le dixième Congrès national, à Marseille, demandait qu'un minimum de salaires soit fixé par les Syndicats ouvriers agricoles et par les Conseils municipaux, tant pour les ouvriers à la journée que pour les loués à l'année (bouviers, valets de ferme, filles de ferme, etc.).

Et chaque fois qu'ils ont eu l'occasion de le faire, nos élus ont dépeint l'extrême misère des centaines de mille, des millions de paysans dépossédés, vendant leur force-travail pour une bouchée de pain et n'ayant pour tout abri que les chaumières délabrées qu'ils louent, ils travaillent à la journée, ou les étables de la ferme, s'ils sont domestiques.